

Calais, Nantes, Marseille). On ne signale par exception de l'activité que dans les briqueteries auxquelles on a commandé les matériaux nécessaires à la création ou à l'agrandissement d'usines travaillant pour la Défense nationale (circ. Paris, Beauvais, Rouen, Toulouse) ou pour le Génie. A la fin de 1915, la production atteint à peine $1/5$ à $1/3$ de la normale ; l'exportation est devenue faible depuis la guerre ; en outre, le charbon est cher, les moyens de transport mauvais, et le personnel est désorganisé (circ. Dijon, Nancy, Rouen, Bordeaux, Marseille). Dans la circonscription de Toulouse, le travail est à peu près entièrement suspendu. La situation ne se modifie guère en 1916. Toutefois, quelques expéditions de briques émaillées et de motifs d'ornement sont signalées vers l'Algérie et le Brésil (circ. Dijon, Bordeaux, Marseille). Et au cours du second semestre, des briqueteries, avec un personnel restreint, ont rallumé leurs fours pour constituer des stocks en vue des reconstructions d'après guerre (circ. Dijon, Dunkerque, Calais, Toulouse, Marseille). Mais beaucoup s'effraient des aléas d'une telle opération (circ. Paris, Dijon, Marseille).

Les tuileries mécaniques ont passé des marchés avec l'armée : mais tous les fours ne sont pas actifs, et la production reste loin de la normale. Un établissement embauche des femmes et des ouvriers grecs (circ. Dijon) ; d'autres, composés de plusieurs ateliers et usines, les mettent en marche à tour de rôle pour ne pas laisser se détériorer les machines (circ. Marseille). Les demandes de briques et tuiles sont cependant nombreuses et viennent même d'Amérique du Sud.

En 1917, la situation des briqueteries et tuileries est tout à fait mauvaise : il y a pénurie aiguë de main-d'œuvre et de charbon (circ. Dijon, Rouen, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Paris). L'activité n'existe que dans les usines qui travaillent pour les armées françaises ou alliées, ou préparent la reconstitution des régions envahies (circ. Calais). A la fin de 1917, toutefois, quelques établissements qui chômaient depuis de longs mois ont repris du travail ; l'un d'eux a obtenu assez de charbon pour cuire la production de briques sèches de 1914. Une briqueterie normande a rouvert avec des ouvriers chinois, une autre avec des femmes (circ. Nantes, Rouen). La situation est, en 1918, ce qu'elle était en 1917.

En 1919, les briqueteries et tuileries, toujours paralysées par le chômage du bâtiment, manquent de charbon et de main-d'œuvre (notamment de mouleurs) et doivent chômer partiellement (circ. Paris, Lyon, Nancy, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Marseille). Dans la région de Paris, la fabrication ne reprendra son plein que si le gouvernement belge accorde des sursis aux anciens ouvriers belges. Dans la banlieue de Marseille, des établissements qui occupent 4.000 ouvriers voient leur activité limitée par le décret du 20 janvier 1919 qui a interdit l'exportation des tuiles et briques. Cependant des réouvertures se produisent. Une briqueterie normande a installé une mouleuse mécanique qui, desservie par six hommes, donne 24.000 briques en 10 heures, soit la production de huit presses à main, exigeant l'œuvre de 16 ouvriers (circ. Rouen).